

**Commerce extérieur - Echanges
avec la presse de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères
(Paris, 07 février 2018)**

Un grand merci d'avoir bravé les éléments pour pouvoir partager un peu cette analyse des chiffres 2017 du commerce extérieur. Vous le savez, le soutien à l'exportation d'entreprises françaises, à l'attractivité du territoire, pour les investissements, est un pilier de l'action du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, pour Jean-Yves Le Drian et pour moi-même. Et, naturellement nous inscrivons notre action plus généralement dans le cadre qui est celui de la politique de transformation de l'économie française que porte le président de la République et le Premier ministre.

Et je dois dire d'ailleurs qu'à chacun de nos déplacements on a l'occasion de présenter toutes ces transformations profondes de notre économie, auprès des investisseurs étrangers, des donneurs d'ordre et des communautés d'affaires. Je l'ai fait il y a quelques jours au Vietnam, je le ferai en Thaïlande la semaine prochaine. Le ministre, quant à lui, revient du Japon, il part en Corée demain soir, donc, vous voyez, l'Asie concentre une grosse partie de nos efforts parce que c'est également un endroit qui demeure une source majeure de croissance.

Partout - et je pense que vous le mesurez aussi pour votre part dans les contacts que vous pouvez avoir - je constate que l'image de la France change à vitesse grand V. On l'a vu aussi lors du sommet «Choose France», et j'ai pu m'en entretenir il y a deux jours avec les dirigeants de filiales étrangères en France, au sein du Cercle, je crois que cela a favorablement impressionné tous les dirigeants monde qui étaient présents.

Et cette politique de transformation elle a notamment pour but d'augmenter le nombre d'entreprises innovantes, capables d'exporter à l'étranger, et, on le sait, il y a un cercle vertueux entre innovation, compétitivité et exposition à la concurrence sur les marchés extérieurs. Et puis on a un cap qui a été fixé par le Premier ministre, qui est d'augmenter le nombre de nos entreprises exportatrices d'ici la fin du quinquennat, je vais y revenir. On est stable sur cette donnée-là en 2017, de l'ordre de 124.000 entreprises exportatrices et on voit bien que, par rapport à nos voisins Allemands ou Italiens, nous avons des marges de progression. Cela va être l'objet d'ailleurs des dispositifs de soutien à l'export qui vont être exposés le 23 février autour du Premier ministre.

Les chiffres du commerce extérieur, publiés par les douanes pour la partie biens et par la Banque de France pour la partie services, sont utiles puisqu'ils nous permettent d'avoir des tendances sur les produits, comme sur les marchés. Ils montrent en fait l'ampleur des défis à relever, parce qu'on voit bien qu'à travers eux il va falloir se retrousser les manches pour, je crois, redonner à l'économie française un allant supplémentaire. C'est tout l'objet d'ailleurs des

réformes qui ont été portées l'été dernier en matière de droit du travail par exemple, ou en matière de politique fiscale.

Notre solde commercial en 2017 se creuse, puisque le solde des biens et services enregistre un déficit de 38,3 milliards d'euros, on était à 26,8 milliards d'euros en 2016. Si on rentre plus dans le détail, le solde des biens au sens des douanes, lui affiche un déficit de 62,3 milliards d'euros, là où il était à 48,3 milliards d'euros en 2016. Si on prend les autres composantes, le négoce international, comme les services, affichent eux, en revanche, les excédents suivants : 21,9 milliards d'euros pour le négoce international 21,9 (il était à 22,2 milliards d'euros en 2016), et 5,4 milliards d'euros pour les services (il était à 0 en 2016).

Une des bonnes nouvelles, c'est que l'on redevient excédentaire sur la partie services. Au total on n'atteint pas «l'annus horribilis» qui était 2011 où le déficit sur les biens avait dépassé les 70 milliards d'euros et cela représentait 2% du PIB.

Donc cette dégradation, comment peut-elle s'expliquer ? Elle reflète principalement la dynamique de la demande intérieure française, qui est portée par une reprise de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises, et du coup il y a eu augmentation des importations de biens, +6,8%, à 535,5 milliards d'euros, là où en 2016 on était seulement à +0,1%. Au sein de ces importations, on voit notamment une forte progression des importations de biens d'équipement (+ 4,7%), qui est également liée à l'utilisation accrue par les entreprises, de la mesure fiscale de suramortissement dans la mesure où justement elle venait à échéance dans le courant de l'année.

Une autre composante qui explique ces chiffres, c'est la facture énergétique, qui s'alourdit en 2017 de +24%, à 39 milliards d'euros, sur notre balance commerciale, ce qui équivaut rien moins qu'à 63% de notre déficit total. Après quatre années de baisse ce déficit est reparti à la hausse en raison de la nette remontée des prix du pétrole (augmentation de 21,4% du prix moyen du baril de Brent de 2016 à 2017), et, puisqu'il y a eu reprise également, augmentation des quantités importées. Alors, voilà pour la photo générale, sur le premier volet qui est l'importation.

Il y a quand même des signaux encourageants : c'est que notre exportation enregistre son meilleur taux de croissance depuis 2011. Vous voyez bien qu'en fait les deux composantes (importations et exportations) ont été très dynamiques et la composante importations a été plus dynamique encore, ce qui explique le creusement du déficit. Mais, sur les exportations on est à +4,5%, à 473,2 milliards d'euros sur les exportations de biens en 2017 et je vous rappelle qu'en 2016 nous étions à -0,6%, donc on retrouve le chemin d'une exportation en croissance.

Si on regarde un peu plus dans le détail, ces exportations repartent fortement à la hausse dans des secteurs comme les produits chimiques (+9%), l'automobile (+9,6%), l'agroalimentaire (+4%) et les filières du luxe (+6,6%). Si on regarde en géographie, la croissance de nos exportations est portée en 2017 par les pays européens - notamment la Belgique, l'Espagne et l'Italie -, par les pays asiatiques (la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et Singapour), et par les Etats-Unis. Ce sont des cibles sur lesquelles il faut continuer à faire porter nos efforts. Et si on prend les grandes géographies, le solde commercial de la France demeure excédentaire sur les Amériques, l'Afrique et le Moyen-Orient.

On a vu que parmi les agrégats, les signaux encourageants se situent du côté de l'export, et du côté également des services, où il y a ce rebond qui est notamment dû à l'attractivité touristique retrouvée de la France. Et, ce ministère qui est en charge de cette politique va vouloir conforter cette dynamique. Après une année à l'équilibre, les bonnes performances du secteur touristique se mesurent avec des recettes en hausse de 7,6%, à 41,3 milliards d'euros, là où en 2016, autre «annus horribilis» pour le secteur touristique, on était à -5,1%, c'était la conséquence des événements tragiques que la France a connu qui ont eu un impact naturellement également sur ces clientèles. Et comme cela a été indiqué au Comité interministériel du tourisme, qui avait été tenu le 19 janvier autour d'Edouard Philippe, la France fait mieux qu'effacer l'année 2016, et on a un rebond qui est bien réel.

Alors, un petit élément méthodologique parce que dans le cadre de sa démarche d'amélioration de la qualité statistique, la Banque de France a affiné sa méthode d'évaluation des recettes du tourisme international. Celles-ci vont être prochainement revues à la hausse - mais je vous ai donné des chiffres qui étaient comparables à l'année précédente en termes de périmètre - mais prochainement, justement, il y a d'ailleurs eu une communication il y a quelques semaines sur ce sujet-là, ces recettes vont être revues à la hausse d'environ 10 milliards d'euros par an, ce qui porterait les dépenses touristiques à 54 milliards d'euros en 2017. Parce que, méthodologiquement la Banque de France s'est rendu compte que l'apport des touristes étrangers à notre économie n'était pas suffisamment bien cerné, et ils ont pu au terme d'un processus de révision qui portait plus particulièrement sur les touristes issus de grands pays émergents, comme la Chine, l'Inde ou la Russie, faire ce redressement. Et vous noterez d'ailleurs que ces pays-là sont d'ailleurs des pays pour lesquels le ministère a mis en place une instruction des visas en 48 heures, dans le cadre de notre plan d'action pour le tourisme, et on compte bien continuer dans cette dynamique très positive.

Cette révision aura des conséquences parce qu'en termes de classement la France remonterait de la 5^e place à la 3^e place en matière de recettes internationales touristiques, avec près de 50 milliards d'euros, et on passerait devant la Thaïlande qui est à 45 milliards et la Chine qui est à 40 milliards, et tutoyer l'Espagne, qui est à 54,5 milliards d'euros.

Nous on pense que les mesures prises par le gouvernement - la pérennisation de la baisse du coût du travail avec l'intégration dans le barème, la baisse des cotisations sociales salariées - toutes les mesures fiscales amélioreront la compétitivité globale du pays, et ce que nous souhaitons c'est que cela ait également un impact sur notre outil productif pour que nous soyons nous-mêmes mieux en mesure de répondre à la demande nationale. Parce que l'on voit bien que si les importations sont très dynamiques c'est parce que notre appareil productif n'est plus en mesure de répondre à cette demande. C'est là le fruit, hélas, de 20 ans de désindustrialisation, qui aujourd'hui se paye cash dans les chiffres. Et, vous avez vu le volontarisme du gouvernement autour de la réactivation de la Conférence nationale pour l'industrie, et, naturellement, toutes les mesures vont être prises pour assurer la fin de cette déprise industrielle.

Je veux souligner par ailleurs que l'on mesure, depuis quelques années, une amélioration de la compétitivité coût qui est réelle et qui permet de dégager des marges supplémentaires. C'est aussi cela qui permet à la France de ne pas être pénalisée par l'appréciation de l'euro - parce

qu'en 2017 il ne vous aura pas échappé que l'euro s'est apprécié d'environ 14% -, et le fait d'avoir une compétitivité coût qui s'est améliorée a permis de compenser cela.

Par ailleurs, il y a un certain nombre de chantiers qui sont en cours liés à l'apprentissage, à la formation professionnelle, à la fiscalité et au projet de loi Pacte. Tout cela, aussi, sera de nature à pouvoir créer des conditions favorables, aussi, peut-être à des localisations de chaînes, des installations d'entreprises, et, encore une fois, pour mieux répondre aussi à notre demande intérieure.

Au total, si on parle de parts de marché de la France, elles se sont stabilisées depuis 2012, on est à 3,5% sur les biens et services, à 3,2% sur les biens, il y a quand même eu un coup d'arrêt à la baisse constante que l'on observait depuis le début des années 90. On était à l'époque avec une part de marché de l'ordre de 6%, et on voit bien qu'aujourd'hui il y a ce maintien. Si on peut faire mieux, on va essayer de se donner tous les moyens d'y arriver. On est dans un contexte mondial porteur, avec une dynamique du commerce international qui demeure assez forte - le FMI l'a évalué à +4,7% en 2017 et on serait à +4,6% en 2018 - grâce à une accélération de l'activité mondiale, grâce à la sortie de récession d'un certain nombre de pays du type Brésil ou Russie.

Par ailleurs, sur le volet export, une réforme du dispositif de soutien au commerce extérieur est en cours, on y travaille beaucoup avec les Chambres de commerce et d'industrie, que ce soit territorial ou à l'international, et avec Christophe Lecourtier pour Business France, nous rencontrons les Conseillers du commerce extérieur (CCE). On a eu quelques mois de réflexion intenses et nous sommes à quelques jours maintenant d'annoncer la stratégie du gouvernement en matière de soutien à l'export, ce sera le 23 février, autour du Premier ministre.

Et sur ce sujet, l'idée c'est vraiment de pouvoir mettre en place un service public de soutien à l'export qui soit efficace, opérationnel, depuis nos territoires jusqu'à l'international, où nos ambassades sont très mobilisées, et puis d'en finir avec parfois des querelles de chapelles, des organismes qui peuvent se marcher sur les pieds. L'idée c'est vraiment d'avoir cette fluidité dans l'accompagnement à l'export et cette simplicité avec un parcours qui soit encore une fois très simple.

Et notre idée, c'est vraiment d'augmenter le nombre d'entreprises exportatrices, d'accompagner plus de PME, plus d'ETI, sur nos territoires. Il y aura tout un travail d'identification de ces entreprises qui ont un potentiel exportateur, et naturellement une des voies prioritaires d'action ce sera d'approfondir la coopération entre Business France, les régions et le réseau des Chambres de commerce et d'industrie régionales.

Voilà notre approche qui est une clarification des compétences, la création d'une réelle équipe de France de l'export qui réponde aux besoins des entreprises françaises, et naturellement j'inclus dans cette équipe de France la BPI, la Direction générale des douanes, qui ne fait pas que mouliner les chiffres mais qui s'attache tous les jours à simplifier, à faciliter les démarches de entreprises françaises en matière de commerce international et ça joue aussi en matière de compétitivité. Nous sommes vraiment tous sur le pont.

Pour conclure, je voulais rappeler qu'un certain nombre d'instruments sont susceptibles d'aider au rétablissement de notre commerce extérieur, c'est la conclusion d'accords de commerce ambitieux qui permettent d'ouvrir de nouveaux marchés à nos exportateurs. La ECG (CETA, en anglais) avec le Canada vient d'entrer en vigueur et on voit d'ailleurs que l'année 2017 montre une croissance importante, par exemple, pour des filières comme les vins et spiritueux (+9 % au Canada) et qu'on a un certain nombre de filières qui vont profiter de cet accord. Et, un bon accord est en voie de finalisation avec le Japon. Et il est essentiel en fait que ces accords ne restent pas des « tigres de papier », juste des documents qui ont été paraphés, mais que véritablement les entreprises, des secteurs pour lesquels des opportunités s'ouvrent, en aient conscience. Il y a tout un travail de pédagogie, un travail pour faire connaître toutes ces nouvelles opportunités, et je ne cesse de le rappeler à chaque fois à tous nos partenaires dans le commerce extérieur pour que l'on tire le plus grand parti de ces accords.

Nous sommes à votre disposition pour poursuivre l'échange, si vous avez des questions en particulier, sachant que je suis entouré d'un certain nombre de représentants, du Trésor, des Douanes, de la Banque de France, du ministère des Affaires étrangères, on est là tous ensemble, cette fameuse équipe de France, pour vous répondre.

Q - Sur l'équipe de France à l'export, le ministre avait évoqué le guichet unique, ça fait partie aussi des propositions de la loi Pacte... évidemment les annonces du 23 février. Est-ce que ça sera la plupart des dispositions reprises dans la loi Pacte portée par Bruno Le Maire, est-ce qu'il y aura d'autres véhicules, est-ce qu'il y aura des modifications réglementaires, institutionnelles... ?

R - Alors, vous avez noté que tout ce qui est dans Pacte n'est pas forcément de portée législative, et en réalité il y a beaucoup d'éléments liés à la mise en place du guichet unique, de cette équipe de France, qui relèvent tout simplement de décisions et d'une volonté de changer des méthodes et qui ne requièrent en fait pas d'instruments juridiques.

Je crois qu'il est aussi important de changer les mentalités, et de ce point de vue-là moi je me réjouis. Je peux vous dire que depuis le mois de juin je peux témoigner que les discussions avec le président Vaissie pour les Chambres de commerce françaises et internationales, avec le président Goguet pour les CCI en France et avec Alain Bentejac pour les CEE, sont vraiment très productives, et je crois qu'il y a une prise de conscience en fait. On voit bien, effectivement depuis plusieurs années, cette dégradation de notre commerce extérieur. Alors, encore une fois, l'export, on le voit aujourd'hui, reprend des couleurs, mais on ne peut pas rester les bras ballants parce qu'il y a cette dynamique internationale qui existe, cette croissance qui est là, et on doit faire plus que prendre juste la part qui pourrait nous revenir automatiquement, il s'agit d'aller véritablement à l'offensive, et de ce point de vue-là il y a besoin effectivement de bien s'harmoniser.

Cela veut dire qu'il y a un dialogue y compris sur les cartes géographiques, où il y a des endroits où Business France, peut-être, pourra faire des révisions en termes de présence, au profit de Chambres de commerce et d'industrie internationales, et vice versa. Mais l'idée c'est vraiment d'avoir ce côté simple, parce qu'on voit bien, notamment du côté des PME et des ETI, l'impression d'un maquis d'interlocuteurs et du coup cela ne facilite pas l'idée de se projeter à l'international, qui est déjà perçu comme étant complexe en soi, devoir affronter d'autres cultures, d'autres façons de faire des affaires, donc on doit nous-mêmes être exemplaires.

Q - Combien est-ce que la France comptait d'entreprises exportatrices ?

R - 124.000 entreprises, ce chiffre est stable. Mais en fait, quand on regarde, le nombre d'entreprises exportatrices, on est, selon les années, dans une sorte de tunnel entre 110.000 et 130.000, et on voit bien que l'idée c'est d'arriver à donner le petit coup de talon qui va nous faire remonter.

Q - Deuxième question. Dans les documents budgétaires donnés en septembre dernier, je crois que le Trésor s'attendait à un déficit commercial en 2018, de biens, de 63 milliards d'euros, donc une stabilité du déficit commercial cette année. Est-ce que vous êtes toujours sur ce chiffre-là ?

R - Nous enregistrons un déficit commercial, biens et services, de 38,3 milliards d'euros, et sur la partie biens on est à -62,3 milliards d'euros.

Q - Mais en 2018 ?

R - Moi je n'ai pas fait de projection encore à ce stade...

Q - Est-ce qu'il y a une explication à l'excédent du négoce, à quoi ça correspond, et est-ce que c'est un secteur sur lequel les pouvoirs publics vont se pencher pour voir quelle est l'évolution.... Et la deuxième question si l'on va connaître les secteurs qui sont excédentaires et les secteurs qui sont déficitaires avec des tendances là-dessus. Troisième question, relative aux préparatifs des réformes, -même si cela sera annoncé le 23 février - est-ce qu'on peut en savoir plus sur l'accueil qui a été fait par les présidents de région, que vous avez rencontrés avec Jean-Yves Le Drian je crois en décembre, que vous avez revus, sur ce qui leur a été proposé en matière de guichet unique, est-ce que vous êtes confiant sur le fait qu'ils vont jouer le jeu, voilà ?

R - Alors, le Trésor peut-être sur la partie négoce international.

Q - En termes de balance des paiements, le négoce représente l'activité qui est faite par des entreprises de négoce françaises pour acheter et vendre, parfois entre des pays étrangers et la France, mais aussi des pays étrangers entre eux. Ce qui est mesuré dans le négoce c'est la marge que représente ce négoce, cela porte sur les matières premières, les matières agricoles, la France est une grande puissance agricole et il y a une activité de négoce agricole, il y aussi une activité de négoce de matières premières comme par exemple le pétrole. Cela c'est une partie.

L'autre partie pour le négoce, ça représente le commerce intra-firmes des grandes entreprises multinationales françaises, puisque les entreprises multinationales organisent leur production entre plusieurs sites de production dans plusieurs pays différents, il y a donc des flux de biens

intermédiaires en fait, qui concourent à la production, et cette activité représente une ingénierie d'organisation qui est également rémunérée par une marge. Ce sont les deux aspects qui concourent à l'existence de cette marge de négoce.

R - Alors, ce qui est intéressant, si je vous suis bien, si on prend le dernier point, lié à «l'intragroupe», c'est qu'une des spécificités de la France justement, à l'international, c'est que nous sommes un pays qui investit volontiers dans des pays étrangers, et il n'est que d'aller justement en Chine, en Afrique, etc., beaucoup de nos grands groupes ont des outils de production qui sont implantés à l'extérieur. Et, du coup, ces sites contribuent aussi positivement à notre commerce extérieur, à travers cette partie de négoce, puisqu'il y a une partie de l'activité qui marge et qui à ce moment-là revient dans nos chiffres. Donc, ce n'est pas parce qu'un site français est établi hors de France qu'il ne contribue pas à notre commerce extérieur.

Je le signale parce que c'est, je pense, une spécificité française peut-être par rapport à d'autres pays européens, et on voit régulièrement que la France est le premier pays européen en termes d'investissements directs étrangers dans un certain nombre de géographies. Et que cela ne doit pas être opposé à de la création d'emplois sur le territoire national, puisque ça contribue aussi à un excédent, qui est celui du négoce international, et qui, du coup, contribue aussi à la balance.

Alors il y avait, dans la question, également la relation avec les régions. Donc, le travail qui a été conduit effectivement avec les présidents de région, le président de l'ARF également, avec Jean-Yves Le Drian est très fluide là aussi. Je dois dire qu'ils ont très bien accueilli l'idée d'un travail qui soit plus étroit entre Business France, les régions, le fait que les équipes vont pouvoir travailler dans des synergies vraiment croissantes, et je crois que, voilà, au contraire on est dans un état d'esprit très constructif et donc les régions font pleinement partie de cette équipe de France.

Q - Deux questions par rapport à cette équipe de France export. La première c'est, est-ce qu'il y a une vraie volonté politique de développer le V.I.E qui est un système qui a priori marche plutôt bien, et où les chiffres ont plutôt tendance à stagner, et notamment on a du mal à trouver des entreprises, une des pistes pourrait être par exemple que des entrepreneurs français basés à l'étranger puissent bénéficier, puissent accueillir des V.I.E, puisque c'est formateur et ça permet à ces jeunes d'aller vers ce parcours à l'international.

Et la deuxième question c'est, donc on verra évidemment le 23 février, mais il y a déjà une convention qui a été passée l'an passé entre CCI et Business France, et finalement on a l'impression que c'est un vœu pieux... on l'a déjà entendu, est-ce que finalement là on ne peut pas arriver à trancher pour que ce soit clair et que les choses avancent ?

R - Merci pour ces questions. Je suis un ardent défenseur du dispositif V.I.E, je ne suis pas passé dedans, mais en me déplaçant j'ai pu voir, à l'occasion de grands prix V.I.E, à Dubaï, au Vietnam, combien c'était une formidable école d'application pour des jeunes, qui sont les futurs cadres de l'export et qui, je crois, prennent des responsabilités importantes et aident nos entreprises dans cette dimension. Donc, les V.I.E, très clairement, oui on a l'ambition de conforter le dispositif et de le développer. Il y a d'ailleurs plusieurs propositions qui m'ont été remontées sur le terrain, le fait de favoriser aussi peut-être une présence en France peut-être un

peu plus importante que ce qu'elle est autorisée aujourd'hui, pour pouvoir aussi accompagner, depuis le territoire national, à l'export, donc bref, en tous les cas on est là. C'est un dispositif qu'on souhaite très clairement conforter et accélérer. On a atteint les 10.000 V.I.E cette année, mais moi je trouve que si on peut faire plus c'est vraiment un bon dispositif.

Sur l'aspect effectivement de l'équipe de France. On est bien d'accord que les conventions où on dit on va travailler ensemble, ce n'est plus à l'échelle et là, la différence c'est qu'il va véritablement y avoir un partage des tâches selon les géographies. On va regarder qui est le mieux positionné, et il n'y a pas de pudeur par rapport à, je suis là historiquement, donc je ne vais pas en bouger. On veut de l'efficacité dans le système. Et il va y avoir des rapprochements qui vont se traduire y compris par des personnels des uns qui vont aller travailler chez les autres, d'une façon ou d'une autre - je ne vais pas pouvoir vous en dire plus beaucoup à ce stade, pour effectivement réserver la primeur de tout cela au 23 février - mais on est dans une autre échelle que la signature de simples conventions pour dire on travaille ensemble. L'idée c'est vraiment d'avoir un rapprochement très fort des équipes, c'est ça qui va nous guider.

Q - Vous avez mentionné tout à l'heure le dollar est en hausse, les prix de l'énergie aussi, c'était deux facteurs qui étaient très favorables aux exportations, les chiffres de 2017, est-ce que vous ne craignez pas que ça pèse sur les exports français en 2018 ?

R - Alors, en fait, moi je pense que le change n'est pas le principal déterminant de nos exports. Regardez, le déficit commercial au sein de la zone euro, pour la France il est de 44 milliards d'euros, alors qu'il n'y a pas d'effet de change. On voit bien qu'avant tout il faut qu'il y ait une adéquation entre la demande mondiale et l'offre française. C'est là où il y a tout un travail à faire sur les gammes, sur les positionnements, mais l'effet prix n'est pas le principal effet. Et c'est d'ailleurs la marque de fabrique d'une économie innovante, c'est qu'il faut qu'on fasse notre compétitivité de façon hors coût, et c'est donc toute l'ambition aussi lorsqu'on met l'accent sur la formation, avec 15 milliards d'euros dans le Plan d'Investissement d'Avenir, quand véritablement il y a l'ambition de rapprocher un certain nombre de formations initiales ou continues aux besoins du marché, c'est de plus coller à cette demande mondiale, et d'avoir des facteurs de production et un capital humain qui soit au top. Encore une fois, si on regarde les chiffres zone UE, zone euro en particulier, où justement cet effet de change du coup est neutre, on voit bien que ça n'empêche pas un déficit, donc je crois que les leçons elles sont plutôt à tirer ailleurs.

Merci beaucoup encore une fois d'être venus ce matin pour partager ces éléments./.